

BULLETIN INTÉRIEUR

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

JUILLET 1946

VOLUME 1. — N° 4.

Prix: 10 frs fr. — 5 fr. belges

SOMMAIRE

1. Rapports sur l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Hollande, la Scandinavie.
2. Extraits d'un rapport des camarades canadiens.
3. Lettre sur le travail allemand par les camarades hollandais.
4. Lettre du Groupe espagnol au Mexique, adressée au S.I.
5. Réponse du S.I. à la lettre du Groupe espagnol au Mexique.
6. Discussion sur le referendum français:
 - a) Source d'erreurs, par G. HIRT.
 - b) Rapport au C.C. du P.C.I., par LAMBERT.
 - c) Pourquoi il faut répondre « oui », par S. ROCHAL.
 - d) Sur la position du P.C.I., par GOLDMAN, MILLNER, MORROW.
 - e) Résolution du Bureau politique du S.W.P.

Nous publions ci-dessous un résumé des rapports des camarades T. et X., membres du Secrétariat International, présentés au S.I. après des voyages auprès de diverses sections.

Rapport sur l'Allemagne

Une rapide tournée effectuée par un représentant du S.I. en Allemagne fin avril, a démontré que la situation n'est pas très encourageante. Ainsi que l'indiquaient les documents des récents C.E.E. et C.I., l'atomisation des organisations du prolétariat par le nazisme, les conséquences des destructions matérielles, et l'absence de la partie la plus combattive de la population masculine allemande prisonnière dans les camps alliés et staliens, ont eu jusqu'à présent comme conséquence une grande apathie du

prolétariat allemand. Il faut rappeler que les destructions matérielles n'affectent pas seulement l'architecture, mais qu'elles exigent inévitablement de la part de l'ouvrier et du petit bourgeois des centres urbains de l'Allemagne d'employer tout leur temps libre aux tâches vitales élémentaires (travaillement, habillement, habitation, ainsi que les différents permis et papiers d'identité, etc.). Parmi les militants de base des partis ouvriers et des syndicats règne l'impression qu'ils ne sont que des pions dans la

lutte entre les deux puissances mondiales et que les luttes idéologiques et revendicatives de leurs organisations reflètent moins les besoins des ouvriers allemands que les manœuvres des impérialistes anglo-américains et de la bureaucratie du Kremlin. L'idée du retrait de toutes les troupes d'occupation (incluant et visant parfois tout spécialement l'Armée Rouge) est très répandue mais ne prend pas un caractère violent. Le degré de combattivité varie beaucoup, et en général on peut dire que ce de-

tions de l'Internationale qui assistaient à la Préconférence.

Nous attirons votre attention sur le fait que les organismes directeurs de l'Internationale, loin de constituer une « direction ultra-sectaire » sont obligés cependant, ayant été transférés en Europe, en butte aux attaques constantes de la réaction capitaliste et stalinienne, de prendre certaines mesures de sécurité élémentaires. En ce qui concerne la préparation de cette Préconférence, nous vous informons qu'elle a été convoquée et préparée d'un commun accord entre le S.E. et le S.I., plus spécialement le camarade Logan alors Secrétaire International. La proposition initiale du S.I. était de tenir le plus vite possible une Conférence Internationale avec comme seul but l'élection d'un nouveau Comité Exécutif International et un nouveau S.I. et l'élaboration un Manifeste.

Le S.E. a insisté pour qu'une discussion politique préliminaire se fasse, sur la base d'un texte qu'il a accepté d'élaborer lui-même.

Le S.I. s'est mis d'accord. Peu après le camarade Logan constatant la désorganisation complète du S.I. a adressé au C.E.E. et S.E. une lettre leur demandant, sans même attendre la Préconférence, de se transformer immédiatement respectivement en C.E.I. et S.I.

Le S.E. a refusé d'accepter cette dernière proposition et il a conseillé au camarade Logan de continuer d'assumer les fonctions du Secrétariat International.

La date, le lieu, l'ordre du jour et les documents préparatoire de la Préconférence ont été connus par le S.I. qui devait convoquer toutes les sections extra-européennes avec lesquelles il était en liaison (le S.E. étant chargé de la convocation des sections européennes).

La date, le lieu, l'ordre du jour et les documents préparatoires de la Préconférence ont été aussi connus par le S.W.P., par sa minorité ainsi

que par la direction du I.K.D., qui tous ont été priés de les communiquer à toutes les sections avec lesquelles ils étaient en liaison.

Le camarade Munis, était membre du C.E.I., et comme nous le savons bien, en liaison au moins avec les camarades Logan et Morrow. Comment se fait-il qu'il n'était pas au courant de la Préconférence? En tout cas si le groupe espagnol au Mexique n'a pas reçu de convocation, la faute incombe en premier lieu au S.I. chargé de préparer la Préconférence avec le S.E. et sur personne d'autre.

En ce qui concerne votre opinion que la Préconférence n'a pu faire aucun progrès à la IV^e Internationale parce qu'elle n'a pas révisé notre position sur l'U.R.S.S., dans le sens que vous désirez, c'est une opinion que vous partagez seuls avec une infime minorité dans l'Internationale.

Tel n'était pas l'avis de l'écrasante majorité des plus importantes sections de l'Internationale pour lesquelles réexaminer une question ne signifie pas nécessairement reviser la position antérieurement adoptée sur cette question, mais aussi réaffirmer sa justesse dans des conditions nouvelles.

En réalité, vos griefs contre la Préconférence sont d'une nature politique, étant donné que tout le long de votre lettre vous exposez une série de divergences politiques avec la ligne de l'Internationale sur l'U.R.S.S., la construction de l'Internationale, son fonctionnement, etc...

En préservant la discipline de l'Internationale vous aurez tout le droit d'exprimer à travers la discussion qui s'est engagée déjà internationalement sur la base des documents et des résolutions votés par la Préconférence, votre point de vue.

Mais les sections qui ont participé à la Préconférence étaient unanimes à considérer que si l'Internationale discute démocratiquement, elle existe en même temps en tant que Parti Mondial organisé ayant une direction et une discipline.

La direction élue de la Préconférence en commun accord avec toutes les sections présentes doit fonctionner avec pleins pouvoirs jusqu'au prochain Congrès Mondial.

Elle ne doit pas admettre la continuation d'un esprit indiscipliné individualiste petit-bourgeois qui réclame des droits, mais n'accepte aucune discipline.

L'Internationale vient de franchir avec la fin de la guerre, et l'endurcissement de ses sections dans la lutte, une étape: celle des petits groupes menant chacun sa propre politique et n'acceptant la discipline de l'Internationale que seulement dans le cas où sa politique (c'est-à-dire celle de la majorité) coïncide avec la leur.

Fidèles au mandat unanime qui nous a été donné par la Préconférence, nous sommes décidés à persévérer dans la voie tracée par la Préconférence.

Nous vous invitons fraternellement encore une fois à vous conformer aux instructions du S.I., à procéder sans tarder à la propagande de la Préconférence (étant les seuls de toutes les Sections de l'Internationale qui n'ont pas agi conformément aux instructions du S.I.), et à nous donner le plus rapidement possible un rapport sur l'activité de votre groupe, sa force numérique, etc... En appliquant la discipline de l'Internationale vous avez tous les droits et toutes les possibilités compatibles avec le régime du centralisme démocratique, de participer à la discussion internationale et de faire connaître votre point de vue sur toutes les questions déjà soulevées, ou que vous-mêmes désirez soulever.

Dans le cas où vous vous obstenez à passer outre à la discipline de l'Internationale, nous ferons appel au C.E.I. et nous lui demanderons de statuer sur votre attitude.

Avec nos salutations communistes

Pour le S.I.
PILAR.

Discussion sur le referendum français

Nous poursuivons la discussion sur le referendum par des articles de différents camarades et des résolutions de sections :

SOURCES D'ERREURS

par G. HIRT

Non seulement la majorité de la section française, mais aussi ceux qui la critiquent avec raison posent la question d'une manière insuffisante, et s'en approchent avec une méthode insuffisante. Tous considèrent la lutte autour de la Constitution d'une manière isolée au lieu de l'examiner

avant toute autre chose sous tous ses rapports, en rapport avec la lutte des classes en France dans sa totalité, aussi bien du point de vue international que national. Pour définir d'une manière juste la tactique dans la lutte constitutionnelle française, nous devons d'abord poser la question sui-

vante et y répondre: quelle stratégie la situation française nous impose-t-elle aujourd'hui, bien entendu dans les cadres des principes prolétariens-révolutionnaires.

Où va la France aujourd'hui, internationalement et nationalement?

I. — Les perspectives

de la bourgeoisie française.

Internationalement: la bourgeoisie française a perdu la guerre, elle ne peut se rétablir que sur le dos des masses, et encore ne peut-elle le faire aujourd'hui qu'avec l'aide de la bourgeoisie anglo-saxonne. Celle-là, en effet lui offre son aide — surtout sous la forme d'un emprunt de milliards — et elle demande en échange l'alignement de la France dans le front unique de tous les impérialismes contre l'Union soviétique. La bourgeoisie française est décidée à payer ce prix, parce que, dans sa situation actuelle cela constitue la seule voie pour conserver son pouvoir de classe, son profit de classe aux frais des masses françaises.

Nationalement: pour se rétablir aux frais des masses françaises, la bourgeoisie française doit en définitive s'orienter sur l'établissement d'une dictature capitaliste ouverte. Car, dans leur ensemble, les sacrifices gigantesques dont la bourgeoisie française a besoin pour son rétablissement, ne peuvent être imposés à longue échéance aux masses bouleversées par les six premières années de guerre par les seules méthodes de la démocratie bourgeoise. La logique objective de sa lutte pousse la bourgeoisie française dans cette direction, sa couche dirigeante du capitalisme monopoleur voit cela clairement et elle en déduit la stratégie et la tactique capitaliste.

Ce serait une faute de ne voir l'offensive du coup d'état capitaliste que lorsqu'elle se développera ouvertement, au lieu de la reconnaître dans ses premiers pas et de la combattre tout de suite, dès ses débuts, d'une façon claire, consciente et méthodique.

Tout d'abord et avant tout la direction capitaliste monopoleuse de la bourgeoisie française est consciente qu'elle ne peut mener son plan stratégique que par une *série d'étapes tactiques*. Elle voit d'autant plus clairement que son but stratégique exige une ligne tactique, et que cette dernière doit garder le plus longtemps possible et pour les vaincre en fin de compte dans les meilleures conditions.

Séparer la S.F.I.O. de l'alliance avec le parti stalinien, isoler les staliens, voilà le *but de la première étape tactique* de la classe capitaliste française. Par le levier de l'emprunt de milliards, la bourgeoisie des U.S.A. la pousse dans la même direction.

En aucun cas ce procédé de passage de la dictature capitaliste cachée par un voile démocratique, à la forme ouverte ne durera aussi longtemps qu'en Allemagne après la première guerre mondiale, où ce procédé, après les préparations 1918-1923 traînèrent encore pendant 10 ans. La crise du système capitaliste s'est con-

sidérablement approfondie, s'approfondit de plus en plus, une nouvelle crise de l'économie mondiale est en marche, beaucoup plus grande, plus terrible qu'en 1929. Seul l'accomplissement de la deuxième guerre mondiale impérialiste non encore terminée, seule la guerre de tous les impérialismes contre l'Union soviétique peuvent à nouveau accroître quelque peu la marge du profit capitaliste. Les bandits impérialistes des U.S.A. et d'Angleterre ne peuvent ajourner trop longtemps cette action finale, leur plan est de la faire « jouer » pour leur compte avant tout par l'Allemagne et le Japon « démocratisés » (à la manière capitaliste). En aucun cas ils ne peuvent attendre 21 ans comme de 1918 à 1939. Les six années passées de la deuxième guerre mondiale impérialiste ont seulement accentué la crise du système capitaliste, ces facteurs raccourcissant inexorablement les délais d'action pour la bourgeoisie mondiale, poussent aussi la bourgeoisie française à mener son offensive dans des délais courts. Dans ce sens l'offensive stratégique de la classe capitaliste française dirigée vers l'établissement de la dictature bourgeoise ouverte, est un danger à court délai.

II. — La perspective

de la bureaucratie

et de l'aristocratie ouvrière française.

Quelle stratégie ces couches dégénérées et embourgeoisées — dont le P.C. et la S.F.I.O. sont les organisations politiques et la bureaucratie syndicale les courroies de transmission au sein de la C.G.T. — opposent-elles à l'offensive stratégique de la bourgeoisie? Elles craignent encore davantage que la bourgeoisie contre-révolutionnaire, le prolétariat révolutionnaire; davantage que la contre-révolution capitaliste, elles craignent la révolution prolétarienne. Pour cela elles ont fait désarmer les résistants révolutionnaires. Et c'est pour cela qu'elles ont laissé intacte l'essence de l'appareil étatique capitaliste, qu'elles ont laissé subsister la propriété capitaliste dans les secteurs de production essentiels. Elles ont seulement changé sa forme, elles ont mis à la place de la propriété de capitalistes individuels, ou des groupes capitalistes individuels, la propriété de *capitalistes en tant que classe*, propriété concentrée et centralisée par l'état bourgeois, pour présenter cela aux masses comme du « socialisme » ou comme « la voie vers le socialisme ». Tout ceci en vue de garder les masses derrière elles, pour continuer à vivre politiquement en parasites sur leur dos, pour se servir de la puissance de lutte des masses en vue d'obtenir des gains matériels pour elles-mêmes, continuant ainsi leur travail d'agents de la bourgeoisie.

Bien entendu les petits bourgeois de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières veulent garder leur « part du pouvoir (capitaliste) », leur « part du pot (capitaliste) ». Ils cherchent donc à assurer leur position *petite bourgeoise* par des *moyens petits bourgeois*. C'est en fonction de cela avant toute autre chose que cette couche petite bourgeoise mène la lutte autour de la Constitution. Sans doute la constitution capitaliste et démocratique qu'elle a fait passer dans la Constituante, et qui a été mise aux voix le 5 mai, était en comparaison de celle (démocratique-bourgeoise) de 1875 en tout et pour tout un pas en avant (avant tout par l'éloignement du Sénat et des privilèges du président). Pour autant que des décisions qui ne sont que des chiffons de papier, peuvent en général avoir quelque efficacité, la constitution démocratique bourgeoise de mai 1946 opposait à l'offensive de la bourgeoisie française, qui se préparait à écarter la démocratie bourgeoise et à établir la dictature bourgeoise ouverte des obstacles plus forts que la constitution de 1875.

Il s'agissait avant tout pour le P.C.F., cette filiale du nationalisme stalino-russe en France, d'amasser les obstacles les plus forts possibles (en papier), par cette voie (petite-bourgeoise-démocratique), contre un alignement de la France capitaliste dans le front de tous les impérialismes contre l'Union soviétique.

Que la victoire finale de la contre-révolution capitaliste ne puisse en aucun cas être arrêtée par une politique de coalition, par un front national, par un front « populaire », par une collaboration avec la bourgeoisie ou avec des parties de celle-ci, par une politique dans le cadre national étroit, enfin par une politique réformiste, cela les bureaucrates et aristocrates ouvriers dégénérés sont incapables de le comprendre. Sinon il leur faudrait cesser d'être ce qu'ils sont du point de vue de classe: des petits bourgeois. Même l'expérience concluante en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en France (1936-1939) n'y change rien, car la politique de ces couches est causée par ces intérêts petits-bourgeois. Et ces derniers ne permettent à la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière en tant que « masse » que cette politique petite-bourgeoise, contre tous les enseignements de la théorie, contre toutes les expériences de l'histoire.

III. — Les perspectives

de la classe ouvrière française.

Le prolétariat français doit lutter contre l'alignement de la France dans le front de tous les impérialismes contre l'état soviétique. Le prolétariat français doit lutter contre l'offensive économique et politique con-

tre-révolutionnaire que la bourgeoisie française mène contre les intérêts vitaux, l'amélioration du niveau de vie et les libertés politiques des masses. Chaque ouvrier français comprend cela, et le sait fort bien. Mais la grande masse des ouvriers français ne comprend pas encore le développement de la lutte de classe en France dans son ensemble, la masse n'est pas encore consciente du but qu'elle doit donner à sa lutte, de la voie dans laquelle elle doit la mener, quels sont les moyens de lutte et le seul but qui puissent la sortir du gouffre. La masse ne voit pas encore son but de classe et la voie qui y mène parce qu'elle n'est pas encore consciente du point de vue de classe. La tactique d'un révolutionnaire prolétarien doit l'aider à arriver coûte que coûte à la conscience de son intérêt de classe, de ses intérêts fondamentaux, la mener à l'action. Elle croit toujours aux phrases de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière, elle lutte toujours encore sous la direction du P.C., de la S.F.I.O., de la bureaucratie syndicale.

Et c'est pour cela que le parti prolétarien devrait montrer aux masses françaises le *point central* de la lutte autour de la constitution! Cela veut dire qu'il devait leur expliquer le rôle de cette lutte partielle dans ses relations stratégiques générales, et tout cela en fonction de la lutte de classe actuelle en France. Il devait leur expliquer pourquoi la bourgeoisie était contre cette constitution, il devait leur démontrer que la lutte contre cette constitution était pour la bourgeoisie française un moyen d'introduire le premier tournant, la première étape tactique de son offensive stratégique contre-révolutionnaire dont le but était la séparation de la S.F.I.O. du P.C.F., l'isolement du parti stalinien-russe. Le parti révolutionnaire doit faire comprendre aux masses que, même si cette constitution établissait des assurances (en papier) (bourgeoisies-démocratiques) renforcées contre la révolution capitaliste par des moyens petits-bourgeois démocratiques, mais seulement et uniquement par une politique, une stratégie, une tactique prolétariennes démocratiques, prolétariennes révolutionnaires. Alors seulement la contre-révolution peut être évitée et battue.

Qu'ils aient négligé cela, voilà l'erreur fondamentale commune, aussi bien de la majorité de la section française que de leurs critiques. Mais en partant de la même base insuffisante, se servant de la même méthode insuffisante (une estimation isolée, abstraite de la lutte constitutionnelle, en un mot: une approche doctrinaire à cette question) ces trois opinions ont cependant entre elles des différences importantes:

a) D'après l'opinion de la majorité le référendum se transformait, à partir du moment où le M.R.P. bourgeois

refusait de soutenir la constitution, en une « épreuve de force entre les partis bourgeois et les partis ouvriers », c'est-à-dire entre le prolétariat et la bourgeoisie. Une faute fondamentale lourde de conséquences. Les partis sociaux-démocrates, staliniens, labouristes se nomment des partis ouvriers, mais ils ne le sont pas! Ce sont des partis *petits bourgeois*: des partis de la bureaucratie et aristocratie ouvrière embourgeoisée qui vivent en parasites politiques de la force combattive des masses qu'ils exploitent pour les intérêts petits-bourgeois de couche-dégénérée. Par là ces partis, par les effets de leur politique servent finalement toujours la cause de la bourgeoisie. Pour autant qu'il s'agisse du P.C., de la S.F.I.O., de la bureaucratie syndicale, cette lutte autour de la constitution n'était et n'est qu'une lutte entre la bureaucratie-aristocratie ouvrière embourgeoisée et la bourgeoisie. Certainement les masses prennent part à ce combat, mais pour l'instant pas sous la bannière de leurs intérêts de classe ni pour leurs propres intérêts de classe mais, comme queue de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière et pour les intérêts petits-bourgeois de ces derniers.

La grave erreur opportuniste de la majorité, qui donnait simplement le mot d'ordre « Oui » à la Constitution, était causée par la méconnaissance du caractère de classe petit-bourgeois du P.C. et de la S.F.I.O. (Comme cette majorité donnait le mot d'ordre: gouvernement P.S., P.C., C.G.T. sans lier ce mot d'ordre transitoire à l'indispensable et nécessaire critique propagandiste révolutionnaire, montrant en général un manque de clarté opportuniste sinon une position fondamentale telle de cette majorité. Encore plus significative est leur propagande pour la nationalisation (capitaliste!) sans y opposer le mot d'ordre transitoire central du contrôle ouvrier sur la production et sans lier les deux mots d'ordre par la critique et la propagande révolutionnaires.

b) En opposition à cela la minorité de la section française donnait le mot d'ordre juste — juste par rapport à la proximité du danger: boycottage — bulletins de vote blancs avec l'inscription « pour un gouvernement ouvrier et paysan » (Il aurait été plus clair: pour un gouvernement ouvrier et petit-paysan), par lequel apparemment la critique et propagande révolutionnaires indispensables étaient comprises. La minorité fournissait la preuve qu'on peut trouver exceptionnellement la position juste, même en partant d'hypothèses insuffisantes, même en travaillant avec une méthode insuffisante, lorsqu'on est conduit par un instinct révolutionnaire. Cependant la minorité ne doit pas se contenter

d'une telle prise de position car elle comporte des dangers pour l'avenir. Nous devons toujours partir de conditions justes et concrètes, toujours partir d'évaluations justes de la situation générale concrète et de ses perspectives et nous devons baser notre tactique et notre stratégie là-dessus: ainsi nous montrons aux masses non seulement le chemin juste dans la situation actuelle mais nous leur éclaircissons aussi la voie en avant, nous facilitons ainsi la lutte à venir, nous la préparons déjà aujourd'hui — seulement ainsi nous remplissons *effectivement* le rôle dirigeant du parti. La minorité doit améliorer l'explication insuffisante de son mot d'ordre tactique juste.

c) La faiblesse de la troisième opinion consistait en ce qu'elle se contentait de prendre position *seulement* négativement. Ce qu'il faut éviter à tout prix. Si elle avait aussi pris position positivement, elle aurait naturellement indiqué le rôle que la lutte autour de la constitution jouait dans le cadre de la lutte générale concrète, et elle aurait aussi naturellement trouvé que la tâche stratégique, devant laquelle nous trouvons dans les conditions *actuelles* en France, n'est autre que celle-ci: CONTRE L'OFFENSIVE COMMENÇANTE DU COUP D'ÉTAT DE LA BOURGEOISIE, DÉFENSE DES INTÉRÊTS VITAUX ET D'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES MASSES, DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, ET TOUT CELA CONSÉQUEMMENT LIÉ À LA CRITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, LIÉ À LA PRÉPARATION CONSÉQUENTE DE LA CONTRE-OFFENSIVE RÉVOLUTIONNAIRE DES MASSES CONTRE LA BOURGEOISIE.

C'est justement notre camarade Trotsky qui a élaboré jusqu'à la plus grande clarté la tactique révolutionnaire nécessaire à ce but dans les longues années de lutte contre l'offensive nationale « socialiste » jusqu'en 1933. Il l'a fait surtout envers ceux qui d'une façon honnête mais doctrinaire se contentaient de rejeter par principe la démocratie bourgeoise *seulement en paroles* et de prêcher le règne de la démocratie prolétarienne; par de tels moyens les masses ne pouvaient être en aucun cas mobilisées révolutionnairement.

Il est tout à fait juste que nous rejetions par principe la démocratie capitaliste. Mais pour *réaliser* effectivement ce rejet par principe nous ne devons absolument pas perdre de vue que nos conditions de lutte *fondamentales* (c'est-à-dire nos tâches de lutte générales) ne nous sont jamais dans la réalité, données en soi, pour soi, mais qu'elles sont toujours posées en relation indissoluble avec les conditions et tâches de lutte concrètes à chaque occasion, et que par conséquent elles doivent être résolues *uniquement* en considération du rapport total vivant de la situation

générale déterminée au moment donné, *uniquement dans ces relations totales concrètes*, pour qu'ainsi elles soient résolues d'une manière juste, d'une manière *révolutionnaire*. Chaque autre méthode est du doctrinarisme, chaque autre méthode joue avec des principes seulement en paroles, aussi honnête que puisse être l'intention. Elle ne réalise pas les principes dans la *pratique vivante* mais elle réalise — contre les intentions honnêtes mêmes — *juste le contraire*. La plus importante de ces conditions de lutte concrètes est aujourd'hui la hauteur concrète de la conscience, la profondeur juste de la conscience des masses. Dans les conditions de lutte concrètes actuelles en France la seule voie: « le rejet par principe de la constitution capitaliste et démocratique, de la démocratie bourgeoise en général ne consistait pratiquement pas en de simples paroles mais il consistait en pratique dans les choses suivantes :

1° Nous devons agir de telle façon que nous ne sacrifions pas ce petit avantage (en papier) de la constitution de mai 1946, qui, dans la conscience des masses apparaissait illusoirement comme un avantage réel et immense, mais ensemble avec eux nous devons le défendre; mais en même temps nous devons deuxièmement éclairer patiemment les masses par la critique révolutionnaire sur les insuffisances fondamentales de chaque démocratie bourgeoise, et surtout sur l'impossibilité fondamentale de vaincre l'offensive du coup d'état capitaliste, de vaincre la contre-révolution de la bourgeoisie du point de vue de la démocratie capitaliste dans l'époque de la décadence croissante du capitalisme; et tout cela, nous devons le

3° Lier à la propagande et à l'organisation révolutionnaire constante pour la révolution prolétarienne-démocratique, pour l'établissement du règne de la démocratie prolétarienne des ouvriers, employés, petits fonctionnaires, petits paysans, et petits bourgeois, de cette immense majorité populaire, sous la direction de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour le gouvernement ouvrier et petit paysan.

Uniquement de cette manière nous aurions mobilisé les masses dans les conditions concrètes données dans la voie du « rejet par principe de la démocratie bourgeoise », par l'action révolutionnaire, par la lutte révolu-

tionnaire pour la victoire pour la réalisation finale du règne de la démocratie prolétarienne.

Nous savons que la lutte pour les stipulations en papier de la meilleure constitution (en papier) bourgeoise-démocratique n'a qu'une importance secondaire. Mais les masses ne le savent pas encore. Elles accordent toujours à cette lutte une portée immense à cause de leurs illusions. Prendre comme point de départ cette lutte secondaire cela voulait dire prendre comme point de départ la conscience des masses à son niveau actuellement bas et signifiait commencer à clarifier progressivement cette conscience, cette volonté de lutte, cette lutte des masses, au moyen de notre tactique révolutionnaire, par l'expérience propre des masses, à les élever, à les développer, les tremper dans la direction vers la révolution prolétarienne démocratique.

Si l'examen de la situation générale et de ses perspectives avait démontré que l'offensive du coup d'état capitaliste n'était un danger qu'à *longue échéance*, alors la ligne esquissée plus haut de la tactique révolutionnaire aurait été tout à fait à sa place. En réalité ce danger commence à se dessiner pour un avenir *proche*. Contre ce danger nous devons employer d'une façon opportune la tactique du boycott liée à la critique et propagande révolutionnaire concentrée autour du gouvernement ouvrier et petit paysan (par suite de la situation interne du parti cette tactique était même nécessaire).

Actuellement, tous les délais sont, non seulement dans l'ensemble plus courts, mais le rythme est en général plus rapide que dans la phase des vingt années 1918-1919-1938-1939; actuellement, les changements violents sont non seulement beaucoup plus probables et plus violents qu'autrefois, mais nous sommes avant tout *obligés de partir de la variante la plus mauvaise*. Actuellement, la bourgeoisie française possède non seulement son appareil d'Etat capitaliste avant tout contre-révolutionnaire, mais elle possède grâce à la passivité trahissante du P.C.F., de la S.F.I.O., de la bureaucratie syndicale, aujourd'hui déjà une *armée fin prête pour le coup d'Etat* de quelques centaines de milliers d'hommes sous la forme des troupes d'occupation française en Allemagne du Sud et en Autriche. Dès que la bourgeoisie française,

dans un moment qui lui semblera propice, appuiera sur le bouton par l'intermédiaire de son de Gaulle (avec derrière elle la bourgeoisie anglo-saxonne), cette armée nationaliste et chauvinisée à l'extrême marchera sur Paris, contre le prolétariat français.

Si notre estimation du danger à brève échéance est juste, il est possible que les masses ne comprennent pas notre tactique pour le moment — d'autant mieux et d'autant plus vite nous comprendront-elles dès que les événements futurs confirmeront nos prévisions, notre signal, d'autant plus facilement serons-nous alors capables de donner un élan aux masses encore à temps contre l'offensive du coup d'Etat capitaliste pour une contre-offensive révolutionnaire.

Et voilà pour notre position à l'occasion du 5 mai.

Nous ne savons pas comment sera la constitution que les masses devront plébisciter la prochaine fois. Le Parti stalinien a annoncé d'avance un retrait immense: il est pour une nouvelle Constitution qui correspondra aux souhaits « du peuple entier », c'est-à-dire aussi ceux de la bourgeoisie française!... Nous ne pouvons décider de notre tactique pour le second referendum qu'au moment où nous verrons, premièrement, comment se présentera cette deuxième constitution — si les intérêts chauvinistes russes, c'est-à-dire les intérêts de pouvoir et de parasites de la bureaucratie stalinienne russe seront satisfaits, la filiale stalinienne française sera prête à faire un saut en arrière, de revenir loin derrière la Constitution de 1875, — et, deuxièmement et avant tout, jusqu'à ce que nous puissions examiner concrètement, si, durant ce temps, la situation générale se transformera, par un tournant brusque internationalement et nationalement, d'une manière décisive. Ceci n'est pas probable, vu la brièveté du temps, mais ne peut être totalement exclu. Quelle que soit la manière selon laquelle la situation se présentera, nous trouverons, en tout cas, plus facilement la tactique la plus juste si, dès à présent, nous examinons, éclaircissons par une *méthode juste*, quelle tactique révolutionnaire aurait été indispensable et appropriée à l'occasion du 5 mai.

24 mai 1946.

G. HIRT.

Rapport au C. C. du P. C. I.

par LAMBERT

La discussion au dernier B.P. a éclairci considérablement le problème du référendum. La position que va prendre le parti a une extrême importance tant à l'extérieur que pour

l'intérieur du parti. C'est parce que je suis persuadé que la majorité du C.C. non seulement commet une lourde erreur, mais que sur ce problème épisodique nous touchons là un pro-

blème fondamental pour le Trotskysme:

« Comment faire vivre dans les masses notre programme, où pour mieux dire comment en partant de